

4 Économie

**Habitat/Visite du ministre d'Etat Régis Immongault à Mouila et Tchibanga
Où en sont les projets de construction des logements ?**

Guy-Romuald MABICKA
Libreville/Gabon

LE gouvernement a initié, il y a des quelques années, des projets immobiliers dans les provinces de la Ngounié et de la Nyanga. C'est pour s'enquérir de la situation de ce programme que le ministre d'Etat à l'Habitat, à l'Urbanisme et au Logement, Régis Immongault Tatangani, s'est rendu sur le terrain le 9 avril dernier à Tchibanga, et le lendemain à Mouila.



Photo : DR

A Tchibanga, le ministre d'Etat Régis Immongault Tatangani est allé visiter les chantier suivi par son département.



Photo : DR

Il s'est prêté au même exercice à Mouila.

Dans ces deux villes, il a pris connaissance des réservations foncières et des projets d'édification de logements à l'arrêt. Dans le chef-lieu de la province de la Nyanga, spécifiquement, il a notamment visité les lotissements aménagés (430 parcelles) de Mikouelengui et Pola, ainsi que les réservations foncières du ministère de la Justice et de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Non

sans avoir été informé de ce que la Société nationale immobilière (SNI), entité publique, devrait construire 70 maisons. La moitié de ce lot est suffisamment avancée tandis que le reste connaît une évolution mitigée. A l'évidence, il a convié la SNI à "trouver des mécanismes transparents pour la cession de ces constructions en l'état à des potentiels acquéreurs".

Dans le chef-lieu de la Ngounié, il a visité les sites de Bifoura et Dimina reconnus d'utilité publique, mais aussi ceux réservés pour la construction de l'Université de Mouila et d'un centre pénitencier moderne. Il s'est toutefois abstenu de commenter ces projets censés être conduits par les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Justice. Par ailleurs, il s'est rendu au

quartier Bavanga, sur le chantier de construction de la SNI. Ici, on dénombre 86 logements sortis de terre avec des niveaux divers d'avancement : 23 soubassements, 2 fouilles et 2 parcelles à vendre. Dans ces deux villes, M. Immongault Tatangani a eu des séances de travail élargies aux autorités locales. Ce qui a permis à ces dernières d'être édifiées sur les réformes dans le sec-

teur global de l'habitat, mais aussi sur la place réservée aux collectivités locales dans les nouvelles procédures foncières. Le ministre d'Etat s'est prêté volontiers à cet exercice, mettant en relief les fonctions de l'Agence nationale de l'urbanisme, des travaux topographiques et du cadastre (ANUTTC) dans la fluidification des procédures de traitement des dossiers. Non sans évoquer

la question du Schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU) mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale, le respect des normes de construction, l'appui du Fonds d'initiatives départementales (FID), la nécessaire collaboration entre les services centraux et les collectivités locales, et la transparence dans les procédures d'attribution de parcelles.

Assemblées annuelles du FMI

Ona Ondo en défenseur du Congo et de la Guinée équatoriale

JM
Libreville/Gabon

(Source : NG)

A la faveur d'une rencontre avec l'administrateur du FMI du Groupe Afrique II, Mohamed Lemine Raghani, et le directeur Afrique du FMI, Abebe Aemro Sélassié portant sur la situation économique de la sous-région, le président de la Commission de la CEMAC,

le Pr Daniel Ona Ondo s'est mué en défenseur de la cause du Congo et de la Guinée équatoriale devant le FMI, rapporte notre confrère Le Nouveau Gabon (NG). Cette rencontre qui se tenait en marge des Assemblées du printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale au siège du FMI à Washington, aura permis au patron de la CEMAC d'évoquer les cas de ces deux pays qui n'ont toujours pas signé de pro-



Photo : Jean Madouma

Daniel Ona Ondo en séance de travail à Washington au siège du FMI.

gramme avec le FMI. Toutefois, il a dit « être confiant en ce qu'un aboutissement puisse voir le jour au regard des efforts que déploient ces gouvernements pour satisfaire aux exigences de cette institution ». Occasion pour Mohamed-Lemine Raghani de lui rappeler que « lorsque les Etats ont besoin d'aide, nous devons être à leurs côtés ». Avant d'ajouter que « nous voulons être là pour assurer la stabilité, mais aussi pour une sortie de

crise en CEMAC ». Il est à cet effet, longuement revenu sur les facteurs qui continuent de freiner la signature du Congo et de la Guinée équatoriale avec le FMI. Selon lui, « les efforts des deux pays sont perceptibles mais pas encore suffisants pour engager le FMI ». Malgré cela, il a « proposé au président de la Commission, une nouvelle "stratégie régionale", de façon à accélérer le processus de signature des deux pays ».

Perspectives de croissance en Afrique subsaharienne

Les prévisions du FMI à la baisse

MSM
Libreville/Gabon

DANS son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales publié cette semaine, le Fonds monétaire international a révisé à la baisse ses perspectives de crois-

sance 2019 et 2020 pour l'Afrique subsaharienne, rapporte l'agence Ecofin. D'après les nouvelles données, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait s'accroître à 3,5% en 2019 et à 3,7% en 2020. Même si ces prévisions restent supérieures aux 3% enregistrés en 2018, elles sont

en baisse respectivement de 0,3 et 0,2 point de pourcentage, par rapport aux précédentes prévisions. Le FMI indique que les nouvelles projections sont motivées par plusieurs facteurs, notamment la baisse des prévisions pour le Nigeria et l'Angola, « en lien

avec la détente des cours du pétrole ». De son côté, l'Afrique du Sud devrait enregistrer une légère reprise de sa croissance à 1,2% cette année (contre 0,8% en 2018), puis à 1,9% en 2020 ; des chiffres en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions réalisées en octobre.

« La hausse du coût du service de la dette, sur fond de resserrement des conditions financières à l'échelle mondiale, et les délicats processus d'ajustement qui visent à diversifier les structures de production en abandonnant l'extraction des ressources naturelles devraient peser sur la

croissance de nombreux pays dans toute la région », souligne également l'institution. Notons que ces nouvelles perspectives restent plus optimistes que celles de la Banque mondiale, qui a également revu ses prévisions de croissance à la baisse pour la sous-région, à 2,8% en 2019.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 12/04/2019				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	FIXING		DEV/CFA	DEV	CFA	en date du		
	EUR/DEV	DEV/COT				CAC 40	DOW JONES	
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
USD	1,1264	1USD =	582,348	1 USD	604,879	12/04/2019	5 488,24	
CAD	1,5067	1CAD =	435,360	1 CAD	469,021	12/04/2019	26 198,16	
JPY	125,3000	1JPY =	5,235	100 JPY	552,604			
GBP	0,8617	1GBP =	761,254	1 GBP	814,991			
CHF	1,1304	1CHF =	580,288	100 CHF	62 344,20			
ZAR	15,7752	1ZAR =	41,582	100 ZAR	4 396,20			
MAD	10,8481	1MAD =	60,467	1 MAD	63,85			
CNY	7,5672	1CNY =	86,684	1CNY	89,28			
KES	113,7600	1KES =	5,766	1KES	5,94			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
12 Avril 2019: 71,35		

CHANGEMENTS

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>